

DEUXIÈME TRIMESTRE 2008

RAPPORT TRIMESTRIEL POUR LA PÉRIODE
SE TERMINANT LE 30 AVRIL 2008



MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

La Banque Laurentienne du Canada déclare un bénéfice net de 25,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un bénéfice net de 25,1 millions \$, ou 0,93 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2008, comparativement à un bénéfice net de 20,7 millions \$, ou 0,75 \$ dilué par action ordinaire, pour la même période lors de l'exercice financier 2007. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 11,2 % pour ce deuxième trimestre 2008, comparativement à 9,7 % pour la même période en 2007.

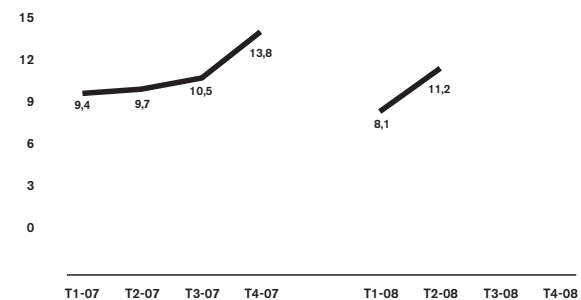
Pour le premier semestre terminé le 30 avril 2008, le bénéfice net s'élevait à 44,3 millions \$, ou 1,61 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 41,2 millions \$, ou 1,49 \$ dilué par action ordinaire, en 2007. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 9,6 % pour ce premier semestre 2008, soit au même niveau que pour le premier semestre 2007. Les résultats pour le premier semestre terminé le 30 avril 2008 reflètent l'impact d'un ajustement fiscal défavorable de 5,6 millions \$ (0,23 \$ dilué par action ordinaire) comptabilisé lors du premier trimestre. Les résultats pour le premier semestre terminé le 30 avril 2007 incluaient les retombées des ajustements d'impôts positifs, d'un montant de 2,5 millions \$, dont 1,6 millions \$ au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007. En excluant l'impact de ces éléments fiscaux, le revenu net aurait augmenté de 29 % et se serait élevé à 49,9 millions \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008, comparativement à 38,8 millions \$ pour la même période en 2007.

Le président et chef de la direction, M. Réjean Robitaille, a déclaré : « Nous avons réussi à garder le cap et à produire, encore une fois, de solides résultats en dépit de la tourmente qui continue d'influer sur les marchés financiers. Le bénéfice net a augmenté de plus de 20 % d'un exercice financier à l'autre. Nous avons poursuivi le développement de nos activités d'affaires et assuré la croissance de nos portefeuilles de prêts et de dépôts. En outre, la solidité de nos niveaux de capital et de liquidités, combinée au niveau limité de notre engagement en matière d'instruments financiers structurés complexes, ont nettement contribué à la diminution de notre profil de risque. »

1 MESSAGE AUX ACTIONNAIRES	11 BILAN CONSOLIDÉ	13 ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU	15 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
3 RAPPORT DE GESTION	12 ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS	13 ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	31 RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES
10 POINTS SAILLANTS FINANCIERS		14 ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE	

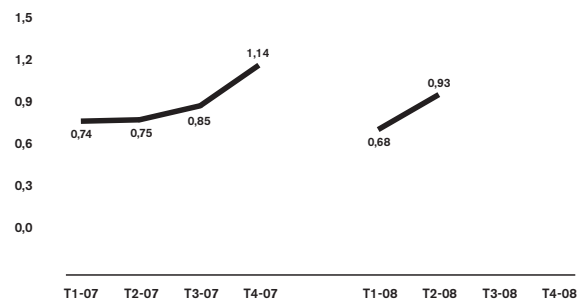
RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

EN POURCENTAGE



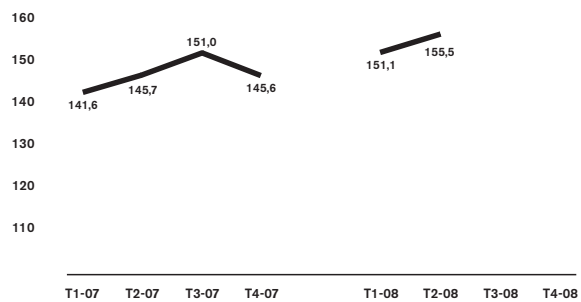
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION ORDINAIRE

EN DOLLARS



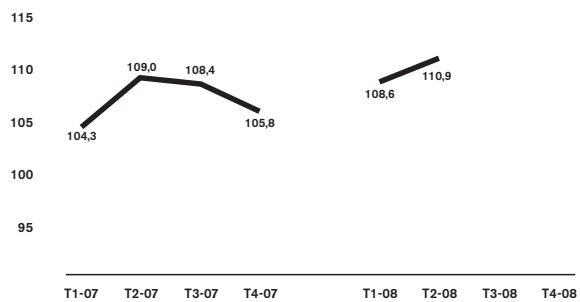
REVENU TOTAL

EN MILLIONS DE DOLLARS



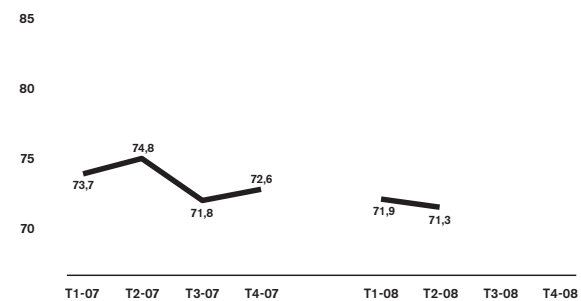
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT

EN MILLIONS DE DOLLARS



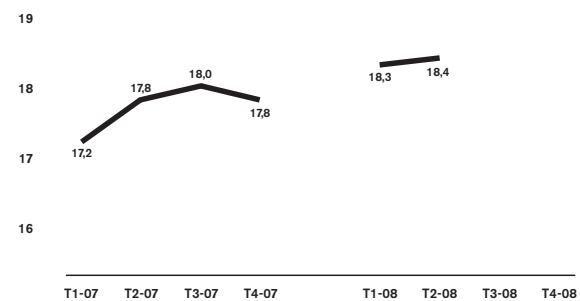
RATIO D'EFFICACITÉ

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT EN POURCENTAGE DU REVENU TOTAL



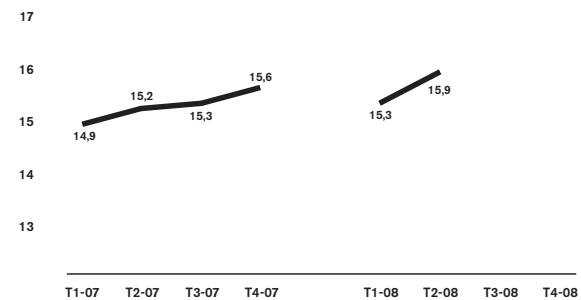
ACTIF AU BILAN

EN MILLIARDS DE DOLLARS



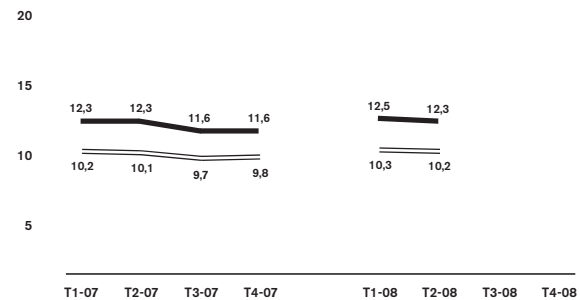
ACTIF ADMINISTRÉ

EN MILLIARDS DE DOLLARS



RATIO DE CAPITAL BRI

EN POURCENTAGE



— PREMIÈRE CATÉGORIE
 — CAPITAL TOTAL

SURVOL DES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

L'amélioration de l'efficacité opérationnelle, l'une des trois priorités de la Banque, a continué de mobiliser les efforts de la direction de la Banque et de ses employés. Plusieurs projets sont en cours afin d'optimiser les façons de faire et de rendre le plus efficace possible le traitement administratif des ventes, principalement dans le réseau de succursales. Ces projets s'intègrent à une vision globale visant à améliorer l'expérience de chacun des clients de la Banque.

La Banque continue d'investir dans ses services directs aux clients. À titre d'exemple, les partenaires de B2B Trust bénéficient maintenant de nouveaux outils technologiques, alors que la Banque a déployé une toute nouvelle application Web pour les prêts à l'investissement. Cette application simplifiera le traitement des demandes de prêts par les conseillers financiers indépendants, en plus d'offrir des avantages à leurs fournisseurs. Elle constitue par ailleurs un ajout de taille au site web de B2B Trust qui offre des outils uniques à la communauté des conseillers financiers.

Au cours du deuxième trimestre 2008, trois succursales ont été relocalisées à des endroits plus stratégiques et s'affichent maintenant comme boutiques de services financiers, un concept développé par la Banque et unique au Canada. Le nouvel environnement des boutiques permettra d'améliorer la capacité à attirer de nouveaux clients, en plus de les rendre plus accessibles pour leurs clients actuels.

La Banque poursuit également le développement de sa force de vente, notamment dans les secteurs desservant ses clients d'affaires, et ce, afin de mieux profiter des occasions qui se présentent dans ses marchés cibles. De plus, elle continue d'investir dans le développement des compétences de ses gestionnaires de succursales, de ses directeurs de comptes d'affaires et, globalement, de tout son personnel. Ces efforts s'inscrivent dans une volonté de renforcer la culture de vente, sans cependant compromettre la réputation que la Banque s'est bâtie en matière de qualité de service.

Ensemble, ces initiatives liées à l'efficacité opérationnelle ont contribué à la croissance soutenue de la rentabilité qu'a connue la Banque, trimestre après trimestre. La direction continuera de concentrer ses efforts afin de maintenir la rentabilité à court terme, tout en assurant le développement à long terme de l'organisation.

RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion présente, du point de vue de la direction, une explication de la situation financière de la Banque en date du 30 avril 2008, ainsi que de sa performance au cours des périodes de trois mois et de six mois, terminées à cette date. Ce rapport de gestion devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le deuxième trimestre 2008. Il est daté du 27 mai 2008. Le Rapport annuel 2007 de la Banque fournit de l'information financière complémentaire sur des sujets tels que la gestion des risques, les conventions comptables et les arrangements hors bilan.

PERFORMANCE ET OBJECTIFS FINANCIERS

Le tableau ci-dessous présente la performance de la Banque et ses objectifs financiers pour l'exercice financier 2008. Les objectifs financiers définis dans ce tableau ne sont présentés que pour fournir l'information nécessaire sur la façon dont la direction de la Banque définit sa performance. Ce tableau ne constitue pas une divulgation des attentes de la Banque quant à ses résultats financiers futurs. Présenté strictement à des fins d'information, il permet de comparer la performance de la Banque aux objectifs définis par la direction pour l'exercice financier 2008.

Indicateurs de performance

	OBJECTIFS 2008	1 ^{ER} SEMESTRE TERMINÉ LE 30 AVRIL 2008 - RÉEL
Rendement des capitaux propres attribuables		
aux actionnaires ordinaires	9,5 % à 10,5 %	9,6 %
Bénéfice net dilué par action	3,30 \$ à 3,60 \$	1,61 \$
Revenu total	+ 5 % (615 millions \$)	+ 6,7 % (306,6 millions \$)
Ratio d'efficacité	74 % à 72 %	71,6 %
Ratio de capital de première catégorie	minimum de 9,5 %	10,2 %

FAITS SAILLANTS

Le trimestre terminé le 30 avril 2008, comparé au trimestre terminé le 30 avril 2007

- **Le bénéfice net** a augmenté de 21 % et s'élevait à 25,1 millions \$ (0,93 \$ dilué par action ordinaire) pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 20,7 millions \$ (0,75 \$ dilué par action ordinaire) pour le deuxième trimestre 2007.
- **Le revenu total** a augmenté de 6,7 % et s'établissait à 155,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008 alors qu'il s'établissait à 145,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007. Cette croissance est attribuable à l'augmentation de 3,5 millions \$ du revenu net d'intérêt, et à l'augmentation de 6,3 millions \$ des autres revenus. Les revenus de titrisation ont augmenté de 6,1 millions \$ comparativement au deuxième trimestre 2007 et s'élevaient 9,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, incluant un gain sur cession de 9,2 millions \$ et une charge de 1,2 million \$ reliée à la réévaluation de certains swaps afférents à des opérations de titrisation.
- **Les frais autres que d'intérêt** ont augmenté de 1,7 % et s'établissaient à 110,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 109,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007.
- **La provision pour pertes sur prêts** s'élevait à 10,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, soit au même niveau que pour le deuxième trimestre 2007.
- **Les impôts sur les bénéfices** s'élevaient à 9,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 6,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007. Pour ce deuxième trimestre 2007, les impôts sur les bénéfices incluaient les retombées positives de certaines transactions et ajustements, de l'ordre de 1,6 million \$.

Le semestre terminé le 30 avril 2008, comparé au semestre terminé le 30 avril 2007

- **Le bénéfice net** pour le semestre terminé le 30 avril 2008 s'élevait à 44,3 millions \$ (1,61 \$ dilué par action ordinaire), comparativement à 41,2 millions \$ (1,49 \$ dilué par action ordinaire) pour le semestre terminé le 30 avril 2007.
- **Le revenu total** pour le semestre terminé le 30 avril 2008 a augmenté de 6,7 % et s'établissait à 306,6 millions \$, comparativement à 287,3 millions \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2007. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 7,9 millions \$, un résultat attribuable principalement à l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts, alors que les autres revenus augmentaient de 11,5 millions \$, principalement grâce aux opérations de titrisation.
- **Les frais autres que d'intérêt** ont augmenté de 2,9 % et s'établissaient à 219,4 millions \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008, comparativement à 213,3 millions \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2007. Des mesures efficaces de contrôle des coûts, de même que le développement soutenu des activités d'affaires visant à assurer l'augmentation des revenus, ont contribué directement à l'amélioration de l'efficacité de la Banque.
- **La provision pour pertes sur prêts** est demeurée stable et s'élevait à 19,5 millions \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008, comparativement à 20,0 millions \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2007.
- **Les impôts sur les bénéfices** s'élevaient à 23,4 millions \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008, et reflétaient l'impact d'un ajustement fiscal défavorable de 5,6 millions \$ (0,23 \$ dilué par action ordinaire) consécutif aux réductions des taux d'imposition du gouvernement fédéral adoptées au mois de décembre 2007. Pour le semestre terminé le 30 avril 2007, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 12,8 millions \$ et incluaient les retombées positives de certaines transactions et ajustements, de l'ordre de 1,6 million \$ pour le deuxième trimestre, tel qu'il a été décrit ci-dessus, et de l'ordre de 0,9 million \$ pour le premier trimestre.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Sommaire

Le bénéfice net s'élevait à 25,1 millions \$, ou 0,93 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2008, comparativement à 20,7 millions \$, ou 0,75 \$ dilué par action ordinaire, pour la même période lors de l'exercice financier 2007. Les résultats pour le deuxième trimestre 2007 incluaient les retombées positives d'ajustements d'impôts sur les bénéfices, de l'ordre de 1,6 million \$, découlant de diverses questions de nature fiscale.

Le revenu total a augmenté de 9,8 millions \$, ou 6,7 %, et s'élevait à 155,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 145,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007. Cette variation reflète l'effet conjugué d'une augmentation de 3,5 millions \$ du revenu net d'intérêt et d'une augmentation de 6,3 millions \$ des autres revenus, comparativement à la même période lors de l'exercice financier 2007.

L'augmentation du revenu net d'intérêt au deuxième trimestre 2008 découle en grande partie de la croissance des portefeuilles de prêts et de dépôts. La marge nette d'intérêt a diminué, de 2,34 % pour le deuxième trimestre 2007 à 2,23 % pour le deuxième trimestre 2008, un résultat attribuable principalement au maintien d'un niveau élevé de liquidités tout au long du trimestre.

L'augmentation des autres revenus est principalement attribuable à l'augmentation des revenus de titrisation qui s'élevaient à 9,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 3,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007. Au cours du deuxième trimestre 2008, la Banque a vendu, à des fins de financement, des prêts hypothécaires d'une valeur de 406 millions \$, ce qui a généré un gain de 9,2 millions \$. Les revenus de gestion ont également augmenté et s'établissaient à 1,6 million \$ pour le deuxième

trimestre 2008, comparativement à 0,7 million \$ pour le deuxième trimestre 2007. Cette augmentation découle de la hausse du niveau de prêts hypothécaires sous gestion. Ces éléments ont été contrebalancés en partie par une baisse de 1,2 million \$ de la valeur de certains swaps afférents à des opérations de titrisation avec des conduits bancaires, et ce, afin de mieux refléter le climat défavorable qui prévaut actuellement dans le marché en ce qui a trait aux coûts de financement. L'augmentation des autres revenus est également attribuable à l'amélioration des revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers, ainsi que, dans une moindre mesure, de l'augmentation des commissions sur cartes de crédit. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par une réduction des revenus tirés des activités de courtage qui ont été affectées par la baisse de valeur de certains titres en inventaire et des conditions de marché peu propices aux activités de courtage aux particuliers.

Comparativement au premier semestre 2007, le revenu total pour le premier semestre terminé le 30 avril 2008 a augmenté de 19,3 millions \$, ou 6,7 %, pour s'établir à 306,6 millions \$, principalement grâce à l'augmentation du revenu net d'intérêt et aux opérations de titrisation, tel que décrit ci-dessus.

La provision pour pertes sur prêts est demeurée inchangée comparativement au deuxième trimestre 2007 et s'établissait à 10,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008. Le niveau de pertes sur prêts inférieur lié à la vente d'un portefeuille de marges de crédit de B2B Trust a en effet contrebalancé de légères hausses des pertes sur prêts dans d'autres portefeuilles de prêts personnels. Les pertes sur prêts étaient inférieures et s'établissaient à 19,5 millions \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008, comparativement à 20,0 millions \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2007.

Les prêts douteux nets s'établissaient à (2,3) millions \$, comparativement à (11,4) millions \$ au 31 octobre 2007. Les prêts douteux bruts s'établissaient à 107,5 millions \$ au 30 avril 2008, comparativement à 103,9 millions \$ au 31 octobre 2007. D'une manière générale, la qualité globale du crédit est demeurée stable au cours du deuxième trimestre 2008, et ce, en dépit d'un léger ralentissement de la croissance économique.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1,7 % et s'établissaient à 110,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 109,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007. Les salaires et avantages sociaux des employés s'élevaient à 58,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, soit une augmentation de 0,7 million \$ par rapport à la même période lors de l'exercice financier précédent. Cette augmentation découle de l'augmentation des salaires et du nombre d'employés des différents secteurs d'activités. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par la baisse des coûts liés à la rémunération à base d'actions, ainsi que par la baisse des coûts des régimes de retraite. Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies et les autres frais ont tous deux augmenté de 0,6 million \$ par rapport au deuxième trimestre 2007 et s'élevaient respectivement à 29,2 millions \$ et 22,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008.

Des mesures efficaces de contrôle des coûts, de même que le développement soutenu des activités d'affaires visant à assurer l'augmentation des revenus, ont contribué directement à l'amélioration de l'efficacité de la Banque. Le ratio d'efficacité (soit les frais autres que d'intérêt divisés par le revenu total) s'établissait à 71,3 % pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 74,8 % pour le deuxième trimestre 2007.

Pour le premier semestre terminé le 30 avril 2008, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 6,1 millions \$, ou 2,9 %, et s'établissaient à 219,4 millions \$, un résultat attribuable principalement à l'augmentation des salaires et des dépenses d'amortissement.

Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 9,5 millions \$ (taux d'imposition effectif : 27,4 %) pour le deuxième trimestre 2008. Ce taux d'imposition, comparativement au taux de 31,6 % prévu par la loi, reflète principalement les retombées positives de la détention de placements dans des titres canadiens qui génèrent des revenus exempts d'impôt, ainsi que l'impôt plus faible sur les bénéfices liés aux opérations étrangères d'assurance crédit. Pour le deuxième trimestre 2007, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 6,1 millions \$ (taux d'imposition effectif : 22,7 %). Ce résultat incluait les retombées positives de récupérations fiscales d'un montant de 1,6 million \$. En excluant les retombées positives de ces ajustements, la charge d'impôts sur les bénéfices se serait établie à 7,7 millions \$ (taux d'imposition effectif : 28,5 %) pour le deuxième trimestre 2007.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2008, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 23,4 millions \$ (taux d'imposition effectif : 34,6 %) alors qu'ils s'élevaient à 12,8 millions \$ (taux d'imposition effectif : 23,7 %) en 2007. Ce taux d'imposition plus élevé en 2008, par rapport au taux de 31,6 % prévu par la loi, découle d'une diminution de 5,6 millions \$ des actifs d'impôts futurs de la Banque, liée à de nouvelles réductions des taux d'imposition établis par le gouvernement fédéral et comptabilisée au cours du premier trimestre. En excluant l'impact de cet ajustement, les impôts sur les bénéfices se seraient établis à 17,8 millions \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008, soit un taux d'imposition effectif de 26,3 %. Le taux d'imposition inférieur pour 2007 découlait principalement de récupérations fiscales d'un montant de 2,5 millions \$.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

L'actif au bilan s'élevait à 18,4 milliards \$ au 30 avril 2008, comparativement à 17,8 milliards \$ au 31 octobre 2007.

Au 30 avril 2008, les liquidités de la Banque, incluant l'encaisse, les valeurs mobilières et les valeurs acquises en vertu de conventions de revente, avaient augmenté de 0,5 milliard \$ par rapport aux niveaux atteints en date du 31 octobre 2007. Les liquidités générées par les opérations de titrisation et la croissance des portefeuilles de dépôts ont en effet été plus importantes que l'augmentation nette des prêts. Au cours des six derniers mois, et compte tenu du climat d'incertitude qui planait sur les marchés

financiers, la Banque a accru ses liquidités. Bien que les marges nettes d'intérêt en aient été quelque peu affectées au cours du deuxième trimestre, le niveau plus élevé de liquidités a permis d'améliorer la flexibilité de la Banque et devrait contribuer à stimuler la croissance future des prêts.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires a augmenté de 91 millions \$ et s'établissait à 13,6 milliards \$ au 30 avril 2008, comparativement à 13,5 milliards \$ au 31 octobre 2007.

La diminution de 379,0 millions \$ du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels pour le semestre terminé le 30 avril 2008 découle essentiellement de la titrisation de 800 millions \$ de prêts hypothécaires à des fins de financement. Globalement, soit en tenant compte à la fois des prêts au bilan et des prêts hors bilan, le portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels a augmenté de 257 millions \$ au cours des six derniers mois, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous.

Portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	30 AVRIL 2008	31 OCTOBRE 2007	CROISSANCE NETTE
Prêts hypothécaires au bilan	5 854 \$	6 233 \$	(379) \$
Prêts titrisés (hors bilan)	2 198	1 562	636
	8 052 \$	7 795 \$	257 \$

Les prêts hypothécaires commerciaux et les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté respectivement de 128,0 millions \$ et 121,0 millions \$ au cours du semestre terminé le 30 avril 2008, alors que la Banque continuait de tirer parti des occasions offertes par le marché canadien. Les prêts personnels ont augmenté de 221,0 millions \$ au cours de la même période, un résultat attribuable principalement à l'augmentation des marges de crédit hypothécaires et à la croissance du portefeuille de prêts à l'investissement de B2B Trust. Ces augmentations témoignent de manière probante de la capacité de la Banque à poursuivre ses objectifs de croissance dans tous les marchés et dans les secteurs où elle peut compétitionner de manière efficace.

Le total des dépôts des particuliers a augmenté de 703,0 millions \$ au cours du premier semestre terminé le 30 avril 2008 et s'élevait à 12,3 milliards \$. Au cours de la même période, les dépôts d'entreprises et autres dépôts ont diminué de 140,0 millions \$. Au 30 avril 2008, les dépôts des particuliers représentaient 85 % du total des dépôts qui s'élevait à 14,4 milliards \$. Étant donné la relative stabilité de leur coût, comparativement aux dépôts en gros, les dépôts des particuliers constituent la source de financement privilégiée de la Banque.

Au cours des douze derniers mois, la Banque a augmenté ses portefeuilles de prêts et de dépôts respectivement de plus de 760 millions \$ et 946 millions \$.

Les capitaux propres s'élevaient à 1 051,8 millions \$ au 30 avril 2008, comparativement à 1 004,7 millions \$ au 31 octobre 2007. Cette augmentation des capitaux propres découle du bénéfice net accumulé au cours des six derniers mois, net des dividendes payés, ainsi que de l'augmentation de la valeur des produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie et comptabilisés comme autres éléments du résultat étendu. La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, s'élevait à 34,30 \$ au 30 avril 2008, comparativement à 33,34 \$ au 31 octobre 2007. Au 21 mai 2008, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 23 839 845 et le nombre d'option d'achat d'actions à 135 195.

Tel qu'expliqué en détail à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, le capital réglementaire de première catégorie de la Banque s'élevait à 935,8 millions \$ au 30 avril 2008 [selon l'accord de Bâle II], comparativement à 950,0 millions \$ au 31 octobre 2007 [selon l'accord de Bâle I]. Les ratios BRI de capital de première catégorie et de capital total atteignaient respectivement 10,2 % et 12,3 % au 30 avril 2008 [selon l'accord de Bâle II], comparativement à 9,8 % et 11,6 % au 31 octobre 2007 [selon l'accord de Bâle I]. En date du 1^{er} novembre 2007, la Banque a adopté le nouvel accord de Bâle II. Conséquemment, la Banque a opté pour l'utilisation de la méthode standard pour le risque de crédit et la méthode de l'indicateur de base pour le risque opérationnel.

Au cours de sa réunion tenue le 28 mai 2008, le conseil d'administration a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 9 juin 2008, ainsi que le paiement d'un dividende de 0,32 \$ par action ordinaire payable le 1^{er} août 2008 aux actionnaires inscrits en date du 2 juillet 2008.

L'actif administré s'élevait à 15,9 milliards \$ au 30 avril 2008, comparativement à 15,6 milliards \$ au 31 octobre 2007 et 15,2 milliards \$ au 30 avril 2007. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la croissance des prêts hypothécaires administrés, découlant des opérations de titrisation, alors que les autres actifs administrés ont diminué, principalement en raison des conditions de marché.

ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Le 1^{er} mai 2008, la Banque a réalisé un gain de 12,9 millions \$ (11,1 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) sur la vente du solde des actions de la Bourse de Montréal qu'elle détenait dans la foulée du regroupement de la Bourse de Montréal et de Groupe TSX, complétée le 1^{er} mai 2008. Le gain latent est reflété au cumul des autres éléments du résultat étendu en date du 30 avril 2008.

INFORMATION SECTORIELLE

Depuis le 1^{er} novembre 2007, les activités reliées aux prêts commerciaux destinés aux petites et moyennes entreprises du Québec ainsi que les services financiers aux particuliers sont regroupés au sein du nouveau secteur d'activité Particuliers et PME Québec. Ces activités de prêts commerciaux étaient assurées auparavant par le secteur Services financiers aux entreprises qui, sous la nouvelle appellation Immobilier et Commercial comprend dorénavant les activités de financement immobilier au Canada, le financement commercial en Ontario et les comptes majeurs.

La forte croissance du revenu net d'intérêt, attribuable à l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts, et des mesures efficaces de contrôle des coûts ont incontestablement contribué à l'amélioration globale des résultats des secteurs Particuliers et PME Québec, Immobilier et Commercial et B2B Trust pour le deuxième trimestre 2008 par rapport à la même période lors de l'exercice financier 2007. Les résultats du secteur Autres se sont également améliorés, en raison principalement de l'augmentation des revenus de titrisation.

Le fait que le deuxième trimestre 2008 ne compte que 90 jours a influé sur le revenu net des secteurs d'activité pour cette période, comparativement au premier trimestre 2008.

Contributions au bénéfice net

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	PARTICULIERS ET PME QUÉBEC	IMMOBILIER ET COMMERCIAL	B2B TRUST	VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE	AUTRES	TOTAL ¹
T2 2008						
Bénéfice net	8,6 \$	7,4 \$	9,2 \$	0,4 \$	(0,4) \$	25,1 \$
	34 %	29 %	36 %	2 %	s.o.	100 %
T1 2008						
Bénéfice net	9,1 \$	6,8 \$	9,4 \$	0,5 \$	(6,6) \$	19,1 \$
	35 %	26 %	37 %	2 %	s.o.	100 %
T2 2007						
Bénéfice net	6,7 \$	6,1 \$	7,1 \$	5,3 \$	(4,6) \$	20,7 \$
	27 %	24 %	28 %	21 %	s.o.	100 %

¹ Pourcentage de la contribution des quatre secteurs d'activité au bénéfice net, à l'exclusion du secteur Autres.

Particuliers et PME Québec

La contribution du secteur Particuliers et PME Québec au bénéfice net a augmenté de 27 % et s'élevait à 8,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 6,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007.

Les revenus ont augmenté de 6 millions \$, passant de 95,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007 à 101,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008. Ce résultat est attribuable principalement à l'augmentation du revenu net d'intérêt qui reflète la croissance des volumes de prêts et de dépôts. Les autres revenus ont également augmenté, grâce à l'augmentation des commissions sur cartes de crédit. Les pertes sur prêts ont légèrement augmenté et s'établissaient à 8,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 8,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, principalement en raison des augmentations dans les portefeuilles de détail. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 2,9 millions \$, passant de 78,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007 à 81,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, principalement en raison de l'augmentation des salaires et avantages sociaux, encourue pour soutenir les initiatives de développement des affaires.

Immobilier et Commercial

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au bénéfice net a augmenté de 21 % et s'élevait à 7,4 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 6,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007.

Les revenus ont augmenté de 1,7 million \$, passant de 15,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007 à 17,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008. Cette augmentation découle de l'augmentation du revenu net d'intérêt qui reflète la croissance des volumes de prêts. Les pertes sur prêts sont demeurées relativement stables et s'élevaient à 1,0 million \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 0,8 million \$ pour le deuxième trimestre 2007. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 0,3 million \$ et s'établissaient à 5,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 5,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, principalement en raison de l'amélioration de l'efficacité consécutive à la réorganisation des secteurs d'activité de la Banque en 2007.

B2B Trust

La contribution de B2B Trust au bénéfice net a augmenté de 29 % et s'élevait à 9,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 7,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007.

Les revenus ont augmenté de 2,5 millions \$, passant de 22,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007 à 25,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008. Ce résultat est attribuable principalement à l'augmentation du revenu net d'intérêt qui reflète la forte croissance des prêts et des dépôts. Les pertes sur prêts ont diminué et s'établissaient à 0,5 million \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 1,0 million \$ pour le deuxième trimestre 2007, principalement en raison de la vente d'un portefeuille de marges de crédit conclue au cours du premier trimestre 2008. Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables et s'établissaient à 10,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 10,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne

La contribution de Valeurs mobilières Banque Laurentienne au bénéfice net s'élevait à 0,4 million \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 5,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007. Les résultats pour le deuxième trimestre 2007 incluaient les retombées positives du gain de 4,4 millions \$ (3,7 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) réalisé grâce à la vente d'une partie des actions de la Bourse de Montréal alors détenues par la Banque. En excluant cette transaction, les résultats ont diminué en raison principalement de baisses de valeurs d'un montant de 0,8 million \$ (0,6 million \$, net des impôts sur les bénéfices) dans les positions de titres à revenu fixe ainsi que de la baisse du niveau d'activité dans la division Courtage aux particuliers.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué à 7,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 8,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007. Ce résultat est attribuable principalement à la baisse de la rémunération variable et aux mesures de contrôle des coûts.

Autres

Le secteur Autres a déclaré une contribution négative de 0,4 million \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à une contribution négative de 4,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007. Cette amélioration découle de l'augmentation des revenus de titrisation ainsi que des revenus de trésorerie et de marchés financiers, contrebalancée en partie par une diminution du revenu net d'intérêt. Les revenus de titrisation ont augmenté et s'élevaient à 9,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, comparativement à 3,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2007, tel qu'indiqué ci-dessus. Les revenus de trésorerie et de marchés financiers ont également augmenté en 2008, dans la foulée des pertes de 4,3 millions \$ encourues sur certains titres lors du deuxième trimestre 2007. La diminution du revenu net d'intérêt pour le deuxième trimestre 2008, comparativement au deuxième trimestre 2007, est attribuable principalement à l'augmentation du niveau de prêts titrisés et à l'augmentation des coûts de financement associés à la gestion de l'actif et du passif. Les résultats pour le deuxième trimestre 2007 incluaient également des ajustements fiscaux positifs d'un montant de 1,6 million \$

DONNÉES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES – RÉSULTATS TRIMESTRIELS

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION (NON VÉRIFIÉES)	2008				2007		2006	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenu total	155,5 \$	151,1 \$	145,6 \$	151,0 \$	145,7 \$	141,6 \$	137,1 \$	138,0 \$
Bénéfice découlant des activités poursuivies	25,1	19,1	25,7	23,2	20,7	20,6	18,1	6,2
Bénéfice net	25,1	19,1	30,2	23,2	20,7	20,6	22,6	6,2
Bénéfice par action ordinaire découlant des activités poursuivies								
de base	0,93	0,68	0,96	0,85	0,75	0,74	0,65	0,13
dilué	0,93	0,68	0,95	0,85	0,75	0,74	0,65	0,13
Bénéfice net par action ordinaire								
de base	0,93	0,68	1,14	0,85	0,75	0,74	0,84	0,13
dilué	0,93	0,68	1,14	0,85	0,75	0,74	0,84	0,13
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	11,2 %	8,1 %	13,8 %	10,5 %	9,7 %	9,4 %	10,8 %	1,7 %
Actif au bilan	18 383 \$	18 270 \$	17 787 \$	18 011 \$	17 809 \$	17 177 \$	17 296 \$	17 062 \$

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Le 1^{er} décembre 2006, l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, Informations à fournir concernant le capital, le chapitre 3862, Instruments financiers – informations à fournir, et le chapitre 3863, Instruments financiers – présentation. La Banque a commencé à appliquer ces nouvelles normes le 1^{er} novembre 2007. L'adoption de ces nouvelles normes comptables n'a eu aucune incidence sur la comptabilité ou la mesure des instruments financiers ou du capital. Les nouvelles obligations d'information ont été respectées dans la préparation des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque pour le premier trimestre 2008. Des renseignements pertinents à ces obligations sont également inclus dans les états financiers consolidés annuels au 31 octobre 2007, disponibles sur le site Internet de la Banque, au www.banquelaurentienne.ca, et sur le site SEDAR, au www.sedar.com.

RÉGIE D'ENTREPRISE ET MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne du Canada ont examiné ce communiqué avant sa diffusion. Les mécanismes et procédures de contrôle de la divulgation financière permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque Laurentienne du Canada soient fidèlement présentés.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, aucune modification des politiques, procédures et processus de la Banque qui constituent ses mécanismes de contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer la performance d'éléments tels que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et les ratios d'efficacité. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier les résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse du potentiel de rentabilité et de développement de la Banque.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PRÉVISIONNELS

La Banque Laurentienne du Canada peut à l'occasion, dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, faire des énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières, y compris des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Ces énoncés sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait » ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prévisionnels sont fondés sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prévisionnels ne se matérialisent pas ou se révèlent inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prévisionnels sont raisonnables, elle ne peut assurer que ces attentes se révèlent exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prévisionnels pour prendre des décisions, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prévisionnels, en raison de divers facteurs significatifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés financiers, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence, les cotes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. La Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque divergent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter les documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, émis par elle-même ou en son nom, sauf dans la mesure requise par la réglementation en matière de valeurs mobilières.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF INDICATION CONTRAIRE (NON VÉRIFIÉS)	T2-08	T2-07	VARIATION	POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES		VARIATION
				30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2007	
Résultats						
Bénéfice net	25,1 \$	20,7 \$	21 %	44,3 \$	41,2 \$	8 %
Bénéfice net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	22,2 \$	17,7 \$	25 %	38,4 \$	35,2 \$	9 %
Rendement des capitaux propres						
attribuables aux actionnaires ordinaires	11,2 %	9,7 %		9,6 %	9,6 %	
Par action ordinaire						
Résultat net dilué	0,93 \$	0,75 \$	24 %	1,61 \$	1,49 \$	8 %
Dividendes	0,32 \$	0,29 \$	10 %	0,64 \$	0,58 \$	10 %
Valeur comptable				34,30 \$	31,95 \$	7 %
Cours de l'action – clôture				42,21 \$	32,24 \$	31 %
Situation financière						
Actif au bilan				18 383 \$	17 809 \$	3 %
Actif administré				15 861 \$	15 206 \$	4 %
Prêts, acceptations bancaires et valeurs						
acquises en vertu de conventions de revente,						
montant net				14 005 \$	13 766 \$	2 %
Dépôts de particuliers				12 267 \$	11 251 \$	9 %
Capitaux propres et débentures				1 202 \$	1 113 \$	8 %
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				23 840	23 642	1 %
Prêts douteux nets en % des prêts,						
acceptations bancaires et valeurs acquises						
en vertu de conventions de revente				- %	(0,1)%	
Actif pondéré en fonction des risques				9 167 \$	8 991 \$	2 %
Ratio de capital						
Ratio BRI de première catégorie				10,2 %	10,1 %	
Ratio BRI total				12,3 %	12,3 %	
Ratio actif / fonds propres				16,4 x	16,2 x	
Capitaux propres tangibles attribuables						
aux actionnaires ordinaires sur l'actif						
pondéré en fonction des risques				8,2 %	7,6 %	
RATIOS FINANCIERS						
Par action ordinaire						
Ratio cours / bénéfice				11,7 x	13,1 x	
(quatre derniers trimestres)						
Valeur au marché / valeur comptable				123 %	101 %	
Dividende par action / valeur au marché	3,03 %	3,60 %		3,03 %	3,60 %	
Ratio du dividende versé	34,4 %	38,8 %		39,8 %	38,9 %	
En pourcentage de l'actif moyen						
Revenu net d'intérêt	2,23 %	2,34 %		2,25 %	2,31 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,22 %	0,25 %		0,22 %	0,24 %	
Bénéfice net	0,57 %	0,51 %		0,50 %	0,50 %	
Bénéfice net attribuable aux						
actionnaires ordinaires	0,50 %	0,43 %		0,43 %	0,43 %	
Rentabilité						
Autres revenus (en % du revenu total)	36,3 %	34,4 %		35,2 %	33,6 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt						
en % du revenu total)	71,3 %	74,8 %		71,6 %	74,2 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS						
Nombre d'employés en équivalent à temps plein				3 385	3 300	
Nombre de succursales				156	158	
Nombre de guichets automatiques				337	337	

BILAN CONSOLIDÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	30 AVRIL 2008	31 OCTOBRE 2007	30 AVRIL 2007
ACTIF				
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques		65 298 \$	65 245 \$	66 511 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		306 652	283 255	218 185
Valeurs mobilières				
Titres disponibles à la vente		1 119 563	917 676	1 300 429
Titres détenus à des fins de transaction		1 131 149	1 086 958	1 124 736
Titres désignés comme étant détenus à des fins de transaction		967 755	669 745	489 210
		3 218 467	2 674 379	2 914 375
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente		479 320	540 304	1 011 208
Prêts	3 ET 4			
Personnels		5 179 589	4 958 176	4 315 553
Hypothécaires résidentiels		5 853 891	6 232 778	6 266 251
Hypothécaires commerciaux		812 499	684 625	677 383
Commerciaux et autres		1 693 475	1 556 831	1 453 814
		13 539 454	13 432 410	12 713 001
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts		(109 798)	(115 322)	(120 311)
		13 429 656	13 317 088	12 592 690
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		95 838	111 891	161 676
Immobilisations corporelles		136 540	137 691	119 248
Actif au titre d'instruments financiers dérivés		125 357	62 745	53 724
Actifs d'impôts futurs	8	54 559	86 534	100 812
Écarts d'acquisition		53 790	53 790	53 790
Autres actifs incorporels		13 505	14 114	14 724
Autres éléments d'actif		404 293	439 810	502 343
		883 882	906 575	1 006 317
		18 383 275 \$	17 786 846 \$	17 809 286 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Particuliers		12 267 498 \$	11 564 530 \$	11 250 950 \$
Entreprises, banques et autres		2 174 424	2 314 178	2 244 945
		14 441 922	13 878 708	13 495 895
Autres				
Engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		945 755	868 675	907 998
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		887 723	928 987	1 307 172
Acceptations		95 838	111 891	161 676
Passif au titre d'instruments financiers dérivés		81 867	70 851	67 571
Autres éléments de passif		728 361	773 053	755 699
		2 739 544	2 753 457	3 200 116
		150 000	150 000	150 000
Débitures subordonnées				
Capitaux propres				
Actions privilégiées	5	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires	5	257 278	256 445	251 667
Surplus d'apport		142	105	45
Bénéfices non répartis		560 364	537 254	503 674
Cumul des autres éléments du résultat étendu	10	24 025	877	(2 111)
		1 051 809	1 004 681	963 275
		18 383 275 \$	17 786 846 \$	17 809 286 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
		30 AVRIL 2008	31 JANVIER 2008	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2007
Revenu d'intérêt						
Prêts		206 420 \$	220 718 \$	198 582 \$	427 138 \$	400 272 \$
Valeurs mobilières		14 831	13 406	15 468	28 237	31 610
Dépôts auprès d'autres banques		6 952	7 420	3 347	14 372	5 232
		228 203	241 544	217 397	469 747	437 114
Frais d'intérêt						
Dépôts		125 249	126 720	110 507	251 969	222 895
Autres éléments de passif		2 030	13 340	9 497	15 370	19 678
Débitures subordonnées		1 903	1 948	1 887	3 851	3 838
		129 182	142 008	121 891	271 190	246 411
Revenu net d'intérêt						
Autres revenus						
Frais et commissions sur prêts et dépôts		22 535	21 580	21 607	44 115	43 177
Revenus tirés des activités de courtage		6 965	7 392	9 693	14 357	18 241
Revenus de trésorerie et de marchés financiers		6 482	6 653	4 274	13 135	8 858
Revenus tirés de la vente						
de fonds communs de placement		3 456	3 442	3 318	6 898	6 392
Revenus d'assurance crédit		3 217	3 056	3 030	6 273	6 612
Revenus de régimes enregistrés autogérés		2 368	2 180	2 572	4 548	4 931
Revenus de titrisation	4	9 304	5 841	3 215	15 145	3 775
Autres		2 157	1 390	2 456	3 547	4 573
		56 484	51 534	50 165	108 018	96 559
Revenu total						
		155 505	151 070	145 671	306 575	287 262
Provision pour pertes sur prêts						
	3	10 000	9 500	10 000	19 500	20 000
Frais autres que d'intérêt						
Salaires et avantages sociaux		58 798	58 267	58 120	117 065	114 386
Frais d'occupation de locaux et technologie		29 154	29 230	28 568	58 384	55 324
Autres		22 898	21 057	22 263	43 955	43 570
		110 850	108 554	108 951	219 404	213 280
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices						
		34 655	33 016	26 720	67 671	53 982
Impôts sur les bénéfices						
	8	9 506	13 904	6 067	23 410	12 773
Bénéfice net						
		25 149 \$	19 112 \$	20 653 \$	44 261 \$	41 209 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts afférents						
		2 967	2 930	2 990	5 897	5 980
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires						
		22 182 \$	16 182 \$	17 663 \$	38 364 \$	35 229 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)						
de base		23 837	23 824	23 638	23 830	23 633
dilué		23 882	23 862	23 685	23 872	23 670
Résultat net par action ordinaire						
de base		0,93 \$	0,68 \$	0,75 \$	1,61 \$	1,49 \$
dilué		0,93 \$	0,68 \$	0,75 \$	1,61 \$	1,49 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES		POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
		30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2007
Bénéfice net		25 149 \$	20 653 \$	44 261 \$	41 209 \$
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices	10				
Variation nette des gains (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente		(535)	19 719	(2 732)	19 292
Reclassement aux résultats des gains (pertes) réalisés sur les titres disponibles à la vente		(396)	(1 701)	(2 130)	(1 454)
Variation nette des gains (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		5 278	(1 039)	28 010	(1 397)
		4 347	16 979	23 148	16 441
Résultat étendu		29 496 \$	37 632 \$	67 409 \$	57 650 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
		30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2007
Actions privilégiées			
Solde au début et à la fin de la période		210 000 \$	210 000 \$
Actions ordinaires	5		
Solde au début de la période		256 445	251 158
Émissions au cours de la période en vertu du régime d'options d'achat d'actions	6	833	509
Solde à la fin de la période		257 278	251 667
Surplus d'apport			
Solde au début de la période		105	518
Attribution d'actions en vertu de l'entente visant l'octroi d'actions lié à la performance	6	-	(590)
Rémunération à base d'actions	6	37	117
Solde à la fin de la période		142	45
Bénéfices non répartis			
Solde au début de la période		537 254	482 149
Bénéfice net		44 261	41 209
Dividendes			
Actions privilégiées, y compris les impôts afférents		(5 897)	(5 980)
Actions ordinaires		(15 254)	(13 704)
Solde à la fin de la période		560 364	503 674
Actions de trésorerie			
Solde au début de la période		-	(590)
Attribution d'actions	6	-	590
Solde à la fin de la période		-	-
Cumul des autres éléments du résultat étendu	10		
Solde au début de la période		877	-
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable sur les instruments financiers, net des impôts sur les bénéfices		-	(18 552)
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices		23 148	16 441
Solde à la fin de la période		24 025	(2 111)
Capitaux propres		1 051 809 \$	963 275 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
		30 AVRIL 2008	31 JANVIER 2008	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						
Bénéfice net		25 149 \$	19 112 \$	20 653 \$	44 261 \$	41 209 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :						
Provision pour pertes sur prêts		10 000	9 500	10 000	19 500	20 000
Gains sur les activités de titrisation	4	(9 163)	(6 022)	(2 625)	(15 185)	(2 625)
Perte nette (gain net) sur disposition de valeurs mobilières détenues à des fins autres que de transaction		(1 016)	(2 687)	4 386	(3 703)	3 082
Impôts futurs		8 169	11 981	4 353	20 150	10 040
Amortissements		7 667	7 673	7 119	15 340	13 993
Variation nette des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction		155 250	(199 441)	457 788	(44 191)	200 435
Variation des intérêts courus à recevoir		(9 093)	2 331	(7 849)	(6 762)	3 218
Variation de l'actif au titre d'instruments financiers dérivés		(28 916)	(33 696)	24 306	(62 612)	43 256
Variation des intérêts courus à payer		(6 886)	1 380	(19 109)	(5 506)	(4 958)
Variation du passif au titre d'instruments financiers dérivés		14 372	(3 356)	(18 778)	11 016	(14 236)
Autres, net		35 415	4 046	(47 268)	39 461	(77 464)
		200 948	(189 179)	432 976	11 769	235 950
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Variation nette des dépôts		236 682	326 532	327 785	563 214	401 394
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		(300 933)	378 013	(450 416)	77 080	(169 011)
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		178 956	(220 220)	717 605	(41 264)	206 787
Émissions d'actions ordinaires		312	521	237	833	509
Dividendes, y compris les impôts afférents		(10 595)	(10 556)	(9 846)	(21 151)	(19 684)
		104 422	474 290	585 365	578 712	419 995
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente et désignées comme étant détenues à des fins de transaction						
Acquisitions		(424 575)	(788 820)	(2 703 298)	(1 213 395)	(4 438 317)
Produit à la vente et à l'échéance		173 038	557 822	2 317 896	730 860	4 576 659
Variation des prêts		(509 506)	(458 303)	(424 793)	(967 809)	(627 704)
Variation des valeurs acquises en vertu de conventions de revente		(36 942)	97 926	(424 241)	60 984	(208 662)
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires		405 200	401 049	177 857	806 249	177 857
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(7 586)	(6 069)	(9 059)	(13 655)	(21 935)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		19	84	401	103	1 224
Variation nette des dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		100 919	(124 316)	34 067	(23 397)	(119 463)
Flux de trésorerie nets découlant de la cession d'un portefeuille de prêts	2	-	29 632	-	29 632	-
		(299 433)	(290 995)	(1 031 170)	(590 428)	(660 341)
Variation nette de l'encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période		5 937	(5 884)	(12 829)	53	(4 396)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en début de période		59 361	65 245	79 340	65 245	70 907
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en fin de période		65 298 \$	59 361 \$	66 511 \$	65 298 \$	66 511 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :						
Intérêts versés au cours de la période		141 444 \$	146 209 \$	152 193 \$	287 653 \$	259 313 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de la période		5 089 \$	(3 991)\$	1 094 \$	1 098 \$	9 190 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(NON VÉRIFIÉES)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Laurentienne ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, à l'exception des modifications comptables décrites ci-dessous, sont identiques à celles utilisées aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2007. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Par contre, ces états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 octobre 2007. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été retraités en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

Modifications de conventions comptables

Informations à fournir concernant le capital et Information à fournir et présentation concernant les instruments financiers

Le 1^{er} décembre 2006, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital*, le chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863, *Instruments financiers – présentation*. La Banque a adopté ces normes sur la divulgation le 1^{er} novembre 2007. L'adoption de ces nouvelles normes comptables n'a pas eu d'incidence sur la comptabilisation ou l'évaluation des instruments financiers ou du capital.

Le chapitre 1535 détaille les informations à fournir relativement (i) aux objectifs, politiques et procédures de gestion du capital, (ii) à certaines données quantitatives sur les éléments inclus dans la gestion du capital, (iii) et à la conformité aux exigences réglementaires relatives au capital et les conséquences de défaut à ces exigences. La note 5 de ces états financiers consolidés intermédiaires inclut l'information relative à cette nouvelle norme.

Les chapitres 3862 et 3863 détaillent l'ensemble des obligations d'information et des règles de présentation applicables aux instruments financiers, remplaçant le chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ces nouvelles normes exigent la divulgation d'informations additionnelles sur la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers auxquels la Banque est exposée et la façon dont elle gère ces risques. Ces états financiers consolidés intermédiaires, dont notamment la note 11, incluent les informations relatives à ces nouvelles normes. De plus, certaines informations pertinentes à ces nouvelles exigences sont incluses aux états financiers consolidés annuels au 31 octobre 2007.

2. CÉSSIONS

Cession d'un portefeuille de marges de crédit personnelles

Au cours du premier trimestre de 2008, la Banque a vendu un portefeuille de marges de crédit personnelles de 30 058 000 \$, générant une perte de 426 000 \$ qui a été comptabilisée sous la rubrique « autres revenus ». La Banque n'a pas conservé de droits et obligations relativement à ces prêts.

3. PRÊTS PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

AU 30 AVRIL 2008

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 179 589 \$	17 780 \$	6 240 \$	29 161 \$	35 401 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 853 891	20 683	1 551	2 517	4 068
Prêts hypothécaires commerciaux	812 499	4 847	1 828	3 772	5 600
Prêts commerciaux et autres	1 693 475	64 183	34 929	29 800	64 729
	13 539 454 \$	107 493 \$	44 548 \$	65 250 \$	109 798 \$

AU 31 OCTOBRE 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	4 958 176 \$	16 237 \$	6 039 \$	28 446 \$	34 485 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 232 778	20 395	1 419	5 144	6 563
Prêts hypothécaires commerciaux	684 625	4 342	1 532	4 144	5 676
Prêts commerciaux et autres	1 556 831	62 964	41 082	27 516	68 598
	13 432 410 \$	103 938 \$	50 072 \$	65 250 \$	115 322 \$

AU 30 AVRIL 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	4 315 553 \$	17 896 \$	6 739 \$	26 443 \$	33 182 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 266 251	15 678	1 449	4 534	5 983
Prêts hypothécaires commerciaux	677 383	6 532	2 645	3 907	6 552
Prêts commerciaux et autres	1 453 814	73 175	44 228	30 366	74 594
	12 713 001 \$	113 281 \$	55 061 \$	65 250 \$	120 311 \$

PROVISIONS SPÉCIFIQUES POUR PERTES SUR PRÊTS

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 AVRIL					
					2008	2007
	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES
Solde en début de période	6 039 \$	1 419 \$	1 532 \$	41 082 \$	50 072 \$	59 903 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	13 618	508	296	5 078	19 500	20 000
Radiations	(15 718)	(398)	-	(11 589)	(27 705)	(27 076)
Recouvrements	2 301	22	-	358	2 681	2 234
Solde en fin de période	6 240 \$	1 551 \$	1 828 \$	34 929 \$	44 548 \$	55 061 \$

PROVISIONS GÉNÉRALES POUR PERTES SUR PRÊTS

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 AVRIL					
					2008	2007
	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS GÉNÉRALES
Solde en début de période	28 446 \$	5 144 \$	4 144 \$	27 516 \$	65 250 \$	65 250 \$
Variation au cours de la période	715	(2 627)	(372)	2 284	-	-
Solde en fin de période	29 161 \$	2 517 \$	3 772 \$	29 800 \$	65 250 \$	65 250 \$

PRÊTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX

Les prêts personnels et hypothécaires résidentiels en souffrance du tableau ci-dessous ne sont pas classés comme douteux puisqu'ils sont en souffrance depuis moins de 90 jours ou ils sont garantis de façon à ce qu'il soit raisonnable de s'attendre à un plein recouvrement. Le solde des prêts commerciaux en souffrance mais non douteux n'est pas significatif.

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 30 AVRIL 2008		
	DE 32 JOURS À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL
	Prêts personnels	22 059 \$	9 606 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	34 928	10 435	45 363
	56 987 \$	20 041 \$	77 028 \$

4. TITRISATION DE PRÊTS

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèque et de logement, de même que des prêts hypothécaires conventionnels. Les gains avant impôts, nets des frais liés à la transaction, sont constatés au poste revenus de titrisation.

Le tableau suivant résume les opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels réalisées par la Banque :

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
	30 AVRIL 2008	31 JANVIER 2008	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2007
Produit en espèces, net des frais liés aux transactions	405 200 \$	401 049 \$	136 777 \$	806 249 \$	136 777 \$
Droits relatifs aux intérêts excédentaires futurs	21 516	13 109	4 730	34 625	4 730
Passif de gestion	(3 284)	(3 366)	(1 091)	(6 650)	(1 091)
Compte de réserve	-	-	1 076	-	1 076
Autres	(8 023)	(5 333)	(1 157)	(13 356)	(1 157)
	415 409	405 459	140 335	820 868	140 335
Prêts hypothécaires résidentiels titrisés et vendus	406 246	399 437	138 134	805 683	138 134
Gains avant impôts, nets des frais liés aux transactions	9 163 \$	6 022 \$	2 201 \$	15 185 \$	2 201 \$

Relativement aux cessions de prêts hypothécaires résidentiels, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur initiale des droits conservés à la date de vente pour les opérations effectuées au cours du trimestre se détaillent comme suit :

Taux de remboursement anticipé	28,1 %
Taux d'actualisation	3,6 %

Aucune perte n'est prévue sur les prêts hypothécaires résidentiels assurés.

Au 30 avril 2008, la Banque détenait des droits relatifs à des intérêts excédentaires futurs s'élevant à 58 925 000 \$ (desquels 48 848 000 \$ étaient liés à des hypothèques assurées) et des comptes de réserve au comptant de 18 249 000 \$.

L'encours total des prêts hypothécaires résidentiels titrisés s'élève à 2 198 091 000 \$ au 30 avril 2008 (1 561 901 000 \$ au 31 octobre 2007).

Afin de limiter le risque de taux d'intérêt d'un portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux destinés à être cédé dans le cadre d'une transaction de titrisation, la Banque a procédé à certaines transactions de couverture. Compte tenu que les activités de titrisation ont été perturbées par des conditions de marché défavorables et que les transactions de couverture ne rencontraient pas les exigences des PCGR permettant d'utiliser la comptabilité de couverture, les variations de valeur associées aux éléments de couverture ont résulté en une perte de 1 971 000 \$ durant le premier trimestre de 2008, laquelle a été comptabilisée dans les autres revenus, sous la rubrique revenus de titrisation.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, la Banque a revu à la baisse de 1 200 000 \$ la valeur de certains swaps de taux d'intérêts ayant été contractés dans le cadre de cessions de prêts hypothécaires résidentiels, à la suite de la crise des liquidités et du crédit affectant le papier commercial adossé à des actifs. Cet ajustement a été imputé à l'encontre des revenus de titrisation.

5. CAPITAL-ACTIONS

Émissions d'actions ordinaires

Au cours du trimestre, 10 000 actions ordinaires (29 032 actions ordinaires au cours de la période de six mois se terminant le 30 avril 2008) ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions destiné aux dirigeants de la Banque, pour une contrepartie au comptant de 312 000 \$ (833 000 \$ au cours de la période de six mois se terminant le 30 avril 2008).

ÉMIS ET EN CIRCULATION EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D' ACTIONS	AU 30 AVRIL 2008		AU 31 OCTOBRE 2007	
	NOMBRE D' ACTIONS	MONTANT	NOMBRE D' ACTIONS	MONTANT
Actions privilégiées de catégorie A ¹				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000 \$	8 400 000	210 000 \$
Actions ordinaires	23 839 845	257 278 \$	23 810 813	256 445 \$

¹ Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires au gré de la Banque. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

Gestion du capital

Capital attribuable aux actionnaires ordinaires

Le capital attribuable aux actionnaires ordinaires se compose des actions ordinaires, des bénéfices non répartis, du surplus d'apport et du cumul des autres éléments du résultat étendu. La gestion du capital contribue à la rentabilité de la Banque puisque celui-ci est alloué aux secteurs d'activités en fonction d'objectifs et de critères de rentabilité. La Banque vise à conserver un niveau de capital qui puisse soutenir ses activités tout en générant pour ses actionnaires un rendement, compte tenu des normes de l'industrie et de son profil de risque.

Capital réglementaire

Le capital réglementaire de la Banque se compose principalement du capital attribuable aux actionnaires ordinaires, des actions privilégiées et des débetures subordonnées. Le capital réglementaire est un facteur permettant à la direction d'évaluer le niveau de sécurité et de solidité de la Banque par rapport à l'ensemble des risques liés à ses activités. La Banque a pour politique de maintenir ses ratios de capital réglementaire conforme aux règles définies par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF). Les lignes directrices réglementaires émises par le BSIF exigent que les banques maintiennent un ratio de capital de première catégorie d'au moins 7 % et un ratio de capital total d'au moins 10 %. Depuis le 1^{er} novembre 2007, la Banque évalue maintenant son capital réglementaire en se basant sur le cadre normatif sur les fonds propres à risque élaboré par la Banque des règlements internationaux (BRI) (Bâle II). La Banque a opté pour l'utilisation de la méthode standard pour le risque de crédit et la méthode de l'indicateur de base pour le risque opérationnel. Depuis le 1^{er} novembre 2007, la Banque s'est conformée à ces exigences.

Un plan de capital préparé annuellement précise les ratios de capital visés en tenant compte des niveaux prévus de l'actif pondéré par le risque et des initiatives prévues en matière de gestion du capital. Les ratios de capital réglementaire sont présentés à la direction mensuellement. Des rapports de suivi des ratios de capital réglementaire sont également présentés trimestriellement au comité de gestion des risques du conseil d'administration.

5. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Capital réglementaire¹

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 30 AVRIL 2008	AU 31 OCTOBRE 2007	AU 30 AVRIL 2007
Fonds propres de catégorie 1			
Actions ordinaires	257 278 \$	256 445 \$	251 667 \$
Surplus d'apport	142	105	45
Bénéfices non répartis	560 364	537 254	503 674
Actions privilégiées non cumulatives	210 000	210 000	210 000
Moins : écarts d'acquisition, titrisation et autres	(91 973)	(53 790)	(53 790)
Total – fonds propres de catégorie 1	935 811	950 014	911 596
Fonds propres de catégorie 2			
Déventures subordonnées	150 000	150 000	150 000
Provisions générales	65 250	65 250	65 250
Moins : titrisation et autres	(27 319)	(33 827)	(18 394)
Total – fonds propres de catégorie 2	187 931	181 423	196 856
Total – fonds propres	1 123 742 \$	1 131 437 \$	1 108 452 \$

1 Le capital réglementaire, calculé à compter du 1^{er} novembre 2007, est maintenant basé sur les normes de fonds propres en vertu de Bâle II. Les données comparatives des années antérieures étaient basées sur le cadre normatif précédent en vertu de Bâle I.

6.

PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours des six premiers mois de 2008, il n'y a pas eu de nouvel octroi. L'information relative au nombre d'options en cours s'établit comme suit :

	AU 30 AVRIL 2008	AU 31 OCTOBRE 2007
Options d'achat d'actions		
En cours à la fin de la période	135 195	170 027
Pouvant être levées à la fin de la période	97 695	120 027

Programme d'unités d'actions restreintes

En vertu du programme d'unités d'actions restreintes, la prime annuelle de certains employés d'un montant de 1 486 000 \$ a été convertie en 45 786 unités d'actions restreintes entièrement acquises au cours du premier trimestre de l'exercice 2008. La Banque a également contribué pour 27 472 unités d'actions restreintes additionnelles, lesquelles seront acquises en décembre 2010.

Octroi d'actions lié à la performance

Conformément à l'entente de 2005 visant l'octroi d'actions lié à la performance, les droits concernant les 20 000 actions ordinaires ayant été octroyées ont été acquis en janvier 2007, les objectifs ayant été atteints. En conséquence, les actions ont été émises à l'employé. Une charge de 72 000 \$ avait été comptabilisée relativement à cette entente au cours du premier trimestre de 2007 à la rubrique salaires et avantages sociaux.

Programme d'unités d'actions de performance

Au cours du premier trimestre de 2008, en vertu du programme d'unité d'actions de performance, la Banque a octroyé 35 816 unités d'actions de performance d'une valeur de 40,07 \$ chacune. Les droits sur 37,5 % de ces unités seront acquis après 3 ans. Les droits sur les unités restantes seront acquis après 3 ans, en fonction de l'atteinte d'objectifs financiers.

Régime de droits à la plus-value des actions

Au cours des six premiers mois de 2008, il n'y a pas eu de nouvel octroi.

Charge liée aux régimes de rémunération à base d'actions

Le tableau suivant présente la charges liés a l'ensemble des programmes de rémunération a base d'action, net de l'effet des transactions de couverture.

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
	30 AVRIL 2008	31 JANVIER 2008	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2007
Charge (recouvrement) liée aux régimes de rémunération à base d'actions	4 319 \$	(4 113)\$	1 235 \$	206 \$	2 240 \$
Effet de la couverture	(4 386)	5 639	252	1 253	252
Total	(67)\$	1 526 \$	1 487 \$	1 459 \$	2 492 \$

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
	30 AVRIL 2008	31 JANVIER 2008	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2007
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	2 583 \$	2 640 \$	4 022 \$	5 223 \$	8 359 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	929	816	735	1 745	1 430
Charge liée aux autres régimes	812	830	780	1 642	1 587
Total	4 324 \$	4 286 \$	5 537 \$	8 610 \$	11 376 \$

8. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008, la charge d'impôt était de 9 506 000 \$ et le taux d'imposition effectif était de 27,4 %. Ce taux d'imposition inférieur, comparativement au taux prévu par la loi de 31,6 %, reflète principalement l'effet favorable de la détention d'investissements en valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus non imposables, ainsi que l'effet de ne pas comptabiliser l'impôt sur les bénéfices tirés des opérations étrangères d'assurance crédit.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, la charge d'impôt était de 13 904 000 \$ et le taux d'imposition effectif était de 42,1 %. Ce taux reflète la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs de la Banque de 5 657 000 \$ liée aux nouvelles réductions de taux d'impôt fédéral adoptées en troisième lecture à la Chambre des Communes en décembre 2007. Excluant l'effet de cet ajustement, la charge d'impôts aurait totalisé 8 247 000 \$ pour le trimestre, soit un taux d'imposition effectif de 25,0 %. Comparativement au taux prévu par la loi de 31,6 %, ce taux d'imposition effectif reflète principalement l'effet favorable de la détention d'investissements en valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus non imposables, ainsi que l'effet de ne pas comptabiliser l'impôt sur les bénéfices tirés des opérations étrangères d'assurance crédit.

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007, la charge d'impôt était de 6 067 000 \$ et le taux d'imposition effectif était de 22,7 %. Ce taux plus faible, résulte de certains ajustements fiscaux favorables de 1 558 000 \$. Excluant l'effet de ces ajustements, la dépense d'impôts sur les bénéfices aurait totalisé 7 625 000 \$ (taux d'imposition effectif de 28,5 %). Comparativement au taux prévu par la loi de 33,0 %, ce taux d'imposition effectif reflète principalement l'effet favorable de la détention d'investissements en valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus non imposables, ainsi que l'effet de ne pas comptabiliser l'impôt sur les bénéfices tirés des opérations étrangères d'assurance crédit.

8. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2008, la charge d'impôt était de 23 410 000 \$ et le taux d'imposition effectif était de 34,6 %. Comparativement au taux prévu par la loi de 31,6 %, le taux d'imposition effectif supérieur pour 2008 résulte principalement de la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs de la Banque de 5 657 000 \$ liée aux nouvelles réductions de taux d'impôt fédéral, comptabilisée au cours du premier trimestre.

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2007, la charge d'impôt était de 12 773 000 \$ et le taux d'imposition effectif était de 23,7 %. Comparativement au taux prévu par la loi de 33,0 %, le taux d'imposition effectif inférieur pour 2007 résulte des éléments notés ci-dessus au cours du deuxième trimestre, de même qu'à l'ajustement de 900 000 \$ ayant été comptabilisé au cours du premier trimestre afin de refléter l'augmentation de la valeur de l'actif d'impôt futur à la suite de l'adoption, en décembre 2006, des mesures fiscales fédérales visant à hausser le seuil d'assujettissement de l'impôt minimum des institutions financières à 1 milliard \$.

9. NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

	POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES			POUR LES PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES	
	30 AVRIL 2008	31 JANVIER 2008	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2007
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	23 836 734	23 824 005	23 638 152	23 830 300	23 632 548
Options d'achat d'actions dilutives	45 108	37 992	47 076	41 511	37 780
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	23 881 842	23 861 997	23 685 228	23 871 811	23 670 328
Nombre moyen d'options d'achat d'actions n'ayant pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué ¹	-	-	-	-	45 475

¹ Ce nombre moyen d'options d'achat d'actions n'a pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué puisque le prix moyen d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la Banque au cours de ces périodes.

10. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Autres éléments du résultat étendu

	POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE			POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE		
	30 AVRIL 2008			30 AVRIL 2007		
EN MILLIERS DE DOLLARS	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains et (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						
Gains et (pertes) latents provenant de la période	(710)\$	175 \$	(535)\$	23 976 \$	(4 257)\$	19 719 \$
Moins : reclassement aux résultats de (gains) et pertes réalisés au cours de la période	(512)	116	(396)	(1 430)	(271)	(1 701)
Gains et (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	(1 222)	291	(931)	22 546	(4 528)	18 018
Gains et (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	7 822	(2 544)	5 278	(1 565)	526	(1 039)
Autres éléments du résultat étendu	6 600 \$	(2 253)\$	4 347 \$	20 981 \$	(4 002)\$	16 979 \$

	POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE			POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE		
	30 AVRIL 2008			30 AVRIL 2007		
EN MILLIERS DE DOLLARS	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains et (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						
Gains et (pertes) latents provenant de la période	(3 915)\$	1 183 \$	(2 732)\$	23 334 \$	(4 042)\$	19 292 \$
Moins : reclassement aux résultats de (gains) et pertes réalisés au cours de la période	(2 525)	395	(2 130)	(1 063)	(391)	(1 454)
Gains et (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	(6 440)	1 578	(4 862)	22 271	(4 433)	17 838
Gains et (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	41 412	(13 402)	28 010	(2 138)	741	(1 397)
Autres éléments du résultat étendu	34 972 \$	(11 824)\$	23 148 \$	20 133 \$	(3 692)\$	16 441 \$

Cumul des autres éléments du résultat étendu (net des impôts sur les bénéfices)

EN MILLIERS DE DOLLARS	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Solde au 31 octobre 2007	(10 255)\$	11 132 \$	877 \$
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008	22 732	(3 931)	18 801
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2008	5 278	(931)	4 347
Solde au 30 avril 2008	17 755 \$	6 270 \$	24 025 \$

EN MILLIERS DE DOLLARS	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Solde au 31 octobre 2006	- \$	- \$	- \$
Effet de l'adoption de la nouvelle convention comptable	(15 932)	(2 620)	(18 552)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2007	(358)	(180)	(538)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2007	(1 039)	18 018	16 979
Solde au 30 avril 2007	(17 329)	15 218	(2 111)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2007	(4 686)	(3 152)	(7 838)
Variation au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2007	11 760	(934)	10 826
Solde au 31 octobre 2007	(10 255)\$	11 132 \$	877 \$

11 ■ INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ET LES RELATIONS DE COUVERTURES

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La Banque est exposée à différents types de risques de par la nature des activités commerciales qu'elle poursuit, dont ceux liés à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer les risques associés à l'utilisation d'instruments financiers, incluant les portefeuilles de prêts et de dépôts, les valeurs mobilières et les instruments financiers dérivés, des contrôles ont été mis en place, notamment des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque. Ces mesures visent à optimiser le ratio rendement / risque dans toutes les sphères d'activité. Une structure de régie d'entreprise est aussi établie afin de s'assurer que la tolérance globale au risque est en accord avec les stratégies et objectifs de la Banque. Les principaux risques auxquels la Banque est exposée sont décrits ci-dessous.

(a) Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut encourir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers. La Banque a fixé des politiques et limites qui visent à circonscrire l'exposition au risque de marché découlant des activités de négociation, de placement et de gestion de l'actif et du passif.

Relativement aux activités de négociation et d'investissement, la Banque se fit principalement à la combinaison de deux groupes de mesures : i) la valeur à risque (VAR) et la mise en application de scénarios-chocs; et ii) des limites nominales, lesquelles permettent d'encadrer les risques qui ne seraient pas saisis par les mesures de VAR et les scénarios-chocs.

Les activités de gestion de l'actif et du passif visent à contrôler le risque structurel de taux d'intérêt qui correspond à l'impact potentiel défavorable des fluctuations de taux d'intérêt sur les revenus et la valeur économique de la Banque. Ce risque est dû principalement aux différences entre les dates d'échéance ou les date de réévaluation des éléments du bilan et hors bilan, ainsi qu'aux options imbriquées dans certains produits bancaires, notamment les clauses de remboursement anticipé des prêts, de rachat de dépôts et les engagements hypothécaires. La Banque évalue périodiquement l'effet sur la valeur économique de ses capitaux propres et de ses revenus nets d'intérêt avant impôt à une hausse soudaine et soutenue de 1 % des taux d'intérêt. Au 30 avril 2008, une telle majoration aurait ainsi entraîné une baisse d'environ 2 716 000 \$ du revenu net d'intérêt avant impôt sur les 12 mois suivants et aurait entraîné une baisse de 30 477 000 \$ de la valeur économique des capitaux propres.

(b) Risque de crédit

L'utilisation d'instruments financiers, incluant des produits dérivés, peut entraîner un risque de crédit correspondant au risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles. Les politiques dont s'est dotée la Banque en matière de gestion du risque de crédit visent à en faire une évaluation adéquate. Ces politiques comprennent l'autorisation de crédit par niveau d'autorité, l'attribution de cotes de risque, la gestion des prêts douteux, l'établissement de provisions, et la tarification en fonction du risque. En ce qui concerne la diversification, la politique de crédit établit des lignes directrices visant à limiter les concentrations de crédit par contrepartie, par secteur d'activité, et définissant certains secteurs jugés plus risqués, et devraient ainsi être évités. Les politiques sont revues et approuvées périodiquement par le comité de gestion des risques du conseil d'administration. La Banque suit ses portefeuilles d'instruments financiers tant sur le plan qualitatif que quantitatif, grâce à des mécanismes et politiques qui touchent la révision des différents types de dossiers, des systèmes de mise à jour des cotes de risque et l'analyse de la tarification. La note 3 de ses états financiers consolidés intermédiaires fournit des informations supplémentaires sur les portefeuilles de prêts de la banque.

La plus grande partie de la concentration de crédit de la Banque au titre des instruments financiers dérivés concerne des institutions financières, principalement des banques canadiennes. Le risque de crédit découlant d'une opération sur les produits dérivés résulte de la possibilité qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles à un moment où le coût de remplacement d'une ou de plusieurs opérations est positif pour la Banque. Le coût de remplacement correspond à ce qu'il en coûterait pour remplacer les opérations aux taux du marché en vigueur en cas de manquement. Le montant d'équivalent-crédit découlant d'une opération sur les instruments financiers dérivés correspond à la somme du coût de remplacement et d'un montant estimatif pour refléter la modification potentielle de la valeur du marché de l'opération jusqu'à l'échéance.

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés est généralement géré en suivant les mêmes normes en matière d'approbation de crédit, de limite et de surveillance que celles qui sont appliquées aux autres opérations de crédit. De plus, la Banque négocie des accords généraux de compensation de dérivés avec les contreparties avec lesquelles elle contracte. Ces accords réduisent le risque de crédit, dans l'éventualité de défaillance, en permettant la compensation de toutes les opérations avec une contrepartie donnée.

Le montant qui représente le mieux l'exposition maximale au risque de crédit de la Banque au 30 avril 2008, sans tenir compte d'aucune garantie ni d'autre rehaussement de crédit, correspond essentiellement à la somme des actifs financiers au bilan consolidé de la Banque auxquels s'ajoutent les engagements de crédit détaillés ci-dessous.

EN MILLIONS DE DOLLARS	AU 30 AVRIL 2008
Actifs financiers, tels que présentés au bilan	18 096 \$
Engagement de crédit et autres éléments hors bilan ¹	4 152
Total	22 248 \$

¹ Incluant 1 933 000 000 \$ liés à des facilités de crédit personnelles et marges sur cartes de crédit.

(c) Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité représente l'éventualité que la Banque ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières.

Le risque d'illiquidité est géré globalement par la Trésorerie corporative et surveillé par le Comité de gestion de l'actif et du passif, en conformité avec les politiques des liquidités et du financement et de gestion du nantissement. Le but principal de ces politiques est d'assurer que la Banque dispose des liquidités suffisantes pour être en mesure de respecter ses obligations financières actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des circonstances exceptionnelles.

La Banque effectue un suivi quotidien de ses liquidités et s'assure que les mesures des indicateurs de liquidité soient conformes aux limites établies. Une attention particulière est accordée aux échéances des dépôts et des prêts ainsi qu'aux disponibilités et aux exigibilités de fonds lors de la planification du financement. La Banque maintient une réserve d'actifs liquides non grevés qui sont immédiatement disponibles pour parer aux éventualités. Elle définit ses besoins de liquidité par des scénarios évaluant des horizons de survie qui mesurent la durée au cours de laquelle ses actifs liquides peuvent couvrir le retrait de financement de gros et de dépôts. La Banque veille à constituer un volume stable de dépôts de base en provenance des particuliers et des courtiers de dépôts, ainsi qu'à s'assurer de la diversification de ses sources de financement. Les stratégies de financement incluent aussi la titrisation de prêts et le recours au marché des capitaux, par l'émission de capitaux propres ou de titres de dette. Un plan d'urgence en matière de liquidités et de financement prévoit des mesures pour acquitter les obligations de la Banque dans l'éventualité d'une situation de pression sur les liquidités.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant auquel pourrait être échangé un instrument financier entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Il n'existe cependant pas de marché pour une part importante des instruments financiers de la Banque. En conséquence, pour ces instruments, les justes valeurs présentées sont des estimations établies à l'aide de techniques d'actualisation ou d'autres techniques d'évaluation, qui peuvent ne pas être représentatives de la valeur de réalisation nette.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il peut être nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Ces hypothèses reflètent les risques inhérents aux instruments financiers.

Au 30 avril 2008 la juste valeur des actifs et passifs financiers correspondait approximativement à la valeur comptable, à l'exception des actifs et passifs ci-dessous.

EN MILLIONS DE DOLLARS	AU 30 AVRIL 2008			AU 31 OCTOBRE 2007		
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	ÉCART FAVORABLE (DÉFAVORABLE)	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	ÉCART FAVORABLE (DÉFAVORABLE)
Actif						
Prêts	13 430 \$	13 520 \$	90 \$	13 317 \$	13 316 \$	(1)\$
Passif						
Dépôts	14 442	14 589	(147)	13 879	13 901	(22)
Déventures subordonnées	150 \$	154 \$	(4)\$	150 \$	150 \$	-

11. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ET LES RELATIONS DE COUVERTURES (SUITE)

Méthodes et hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs des instruments financiers

Prêts

La juste valeur des prêts est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie, ajustés pour tenir compte des remboursements anticipés, s'il y a lieu, aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouveaux prêts ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour certains prêts à taux variables dont les taux sont fréquemment révisés et pour les prêts dont l'échéance n'est pas déterminée, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable.

Dépôts

La juste valeur des dépôts à taux fixe est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie à partir des taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des dépôts ayant sensiblement les mêmes modalités. La juste valeur des dépôts dont l'échéance n'est pas déterminée ou des dépôts à taux d'intérêt variable est présumée correspondre à leur valeur comptable.

Déventures subordonnées

La juste valeur des déventures subordonnées est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie à partir des taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des émissions similaires ou sur les taux offerts actuellement pour les titres d'emprunt ayant la même période à courir jusqu'à l'échéance.

Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2008, un gain de 13 979 000 \$ (un gain de 176 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2007) a été constaté dans les revenus de trésorerie et de marchés financiers au titre des instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur. Ces instruments financiers étaient utilisés dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt. Conformément à la convention comptable de la Banque, ils ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction afin de réduire sensiblement une disparité de traitement en matière de comptabilisation qui aurait autrement résulté du fait que les gains et les pertes sur ces éléments auraient été comptabilisés sur des bases différentes. Par conséquent, ce gain a été essentiellement contrebalancé par des pertes sur des produits dérivés.

La Banque a désigné certains dépôts d'un montant nominal de 71 315 000 \$ (58 060 000 \$ au 30 avril 2007) comme étant détenus à des fins de transactions. La différence entre le montant que la Banque serait tenue de payer par contrat, aux détenteurs à l'échéance et la valeur comptable de ces dépôts de 71 652 000 \$ (57 573 000 \$ au 30 avril 2007) est de (337 000) \$ (487 000 \$ au 30 avril 2007).

Échéances contractuelles des passifs financiers

Le tableau suivant présente les principales obligations liées à des passifs financiers selon leurs échéances contractuelles.

AU 30 AVRIL 2008					
EN MILLIERS DE DOLLARS	À VUE ET SUR PRÉAVIS	À TERME			TOTAL
		MOINS DE 1 AN	DE 1 À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	
Dépôts	2 867 876 \$	5 420 845 \$	6 148 989 \$	4 212 \$	14 441 922 \$
Engagements afférents à des valeurs vendues à découvert	-	945 755	-	-	945 755
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	-	887 723	-	-	887 723
Déventures subordonnées	-	-	150 000	-	150 000
	2 867 876 \$	7 254 323 \$	6 298 989 \$	4 212 \$	16 425 400 \$

Instruments financiers dérivés

Inefficacité relative aux relations de couverture

Le tableau suivant indique les portions inefficaces des variations cumulatives de juste valeur des instruments de couverture comptabilisées dans l'état consolidé des résultats :

EN MILLIERS DE DOLLARS	POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE			POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE	
	30 AVRIL 2008	31 JANVIER 2008	30 AVRIL 2007	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2007
Couverture de flux de trésorerie	7 \$	256 \$	(92) \$	263 \$	(60) \$
Couverture de juste valeur	(352)	100	(22)	(252)	(29)
	(345) \$	356 \$	(114) \$	11 \$	(89) \$

Répartition des swaps désignés comme éléments de couverture, par catégorie

Le tableau suivant indique la répartition des swaps de la Banque entre les swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et les swaps désignés comme éléments de couverture de juste valeur.

Les swaps désignés comme éléments de couverture sont utilisés principalement pour gérer l'appariement du bilan de la Banque et minimiser la volatilité future du revenu net d'intérêt. La valeur de ces swaps peut varier de façon importante. Par conséquent, les variations de valeur des swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie pourraient entraîner des variations significatives du cumul des autres éléments du résultat étendu et dans les capitaux propres.

EN MILLIERS DE DOLLARS	AU 30 AVRIL 2008		AU 31 OCTOBRE 2007	
	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET
Contrats désignés comme instruments de couverture				
Contrats de taux d'intérêt				
Swaps servant de couverture de flux de trésorerie	3 554 000 \$	33 917 \$	3 891 000 \$	(4 748) \$
Swaps servant de couverture de juste valeur	4 073 000	38 587	2 436 000	(784)
	7 627 000 \$	72 504 \$	6 327 000 \$	(5 532) \$

Autres informations concernant les relations de couverture

Le montant net des pertes reportées présenté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au 30 avril 2008, que la Banque prévoit reclasser à l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois, s'élève à 4 389 000 \$.

La durée maximale des relations de couverture du risque de flux de trésorerie liées à des opérations futures était de 5 ans au 30 avril 2008.

12. INFORMATION SECTORIELLE

Depuis le 1^{er} novembre 2007, les activités liées aux petites et moyennes entreprises au Québec ont été regroupées aux activités de Services financiers aux particuliers dans le nouveau secteur d'activité Particuliers et PME-Québec. Ces activités commerciales étaient auparavant incluses dans le secteur des Services financiers aux entreprises. Ce secteur inclura désormais les opérations de financement immobilier à travers le Canada et de financement commercial en Ontario, de même que les opérations liées aux comptes majeurs.

Les autres secteurs d'activité, à savoir : B2B Trust et Valeurs mobilières Banque Laurentienne, n'ont pas été affectés par cette réorganisation. Les données comparatives ont été retraitées en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice 2008.

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 30 AVRIL 2008						
EN MILLIERS DE DOLLARS	P ET PME-QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	72 690 \$	13 692 \$	22 297 \$	703 \$	(10 361)\$	99 021 \$
Autres revenus	28 331	3 890	2 737	7 141	14 385	56 484
Revenu total	101 021	17 582	25 034	7 844	4 024	155 505
Provision pour pertes sur prêts	8 545	997	458	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	81 182	5 526	10 651	7 322	6 169	110 850
Bénéfices (perte) avant impôts sur les bénéfices	11 294	11 059	13 925	522	(2 145)	34 655
Impôts sur les bénéfices (récupération)	2 728	3 672	4 700	141	(1 735)	9 506
Bénéfice net	8 566 \$	7 387 \$	9 225 \$	381 \$	(410)\$	25 149 \$
Actif moyen ¹	9 917 143 \$	2 110 641 \$	3 806 798 \$	1 431 709 \$	809 073 \$	18 075 364 \$

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 31 JANVIER 2008						
EN MILLIERS DE DOLLARS	P ET PME-QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	72 984 \$	13 633 \$	22 004 \$	734 \$	(9 819)\$	99 536 \$
Autres revenus	27 379	3 513	2 661	7 550	10 431	51 534
Revenu total	100 363	17 146	24 665	8 284	612	151 070
Provision pour pertes sur prêts	7 838	1 497	165	-	-	9 500
Frais autres que d'intérêt	80 391	5 538	10 344	7 618	4 663	108 554
Bénéfices (perte) avant impôts sur les bénéfices	12 134	10 111	14 156	666	(4 051)	33 016
Impôts sur les bénéfices (récupération)	3 056	3 335	4 772	198	2 543	13 904
Bénéfice net	9 078 \$	6 776 \$	9 384 \$	468 \$	(6 594)\$	19 112 \$
Actif moyen ¹	9 786 171 \$	2 094 553 \$	3 679 876 \$	1 423 406 \$	497 596 \$	17 481 602 \$

POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE
30 AVRIL 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	P ET PME-QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	68 255 \$	11 382 \$	19 551 \$	376 \$	(4 058)\$	95 506 \$
Autres revenus ³	26 788	4 453	2 998	14 214	1 712	50 165
Revenu total	95 043	15 835	22 549	14 590	(2 346)	145 671
Provision pour pertes sur prêts	8 138	824	1 038	–	–	10 000
Frais autres que d'intérêt	78 245	5 831	10 764	7 956	6 155	108 951
Bénéfices (perte) avant impôts sur les bénéfices	8 660	9 180	10 747	6 634	(8 501)	26 720
Impôts sur les bénéfices	1 915	3 074	3 623	1 341	(3 886)	6 067
Bénéfice net	6 745 \$	6 106 \$	7 124 \$	5 293 \$	(4 615)\$	20 653 \$
Actif moyen ¹	9 173 551 \$	1 815 514 \$	2 934 231 \$	1 498 057 \$	1 312 860 \$	16 734 213 \$

POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE
30 AVRIL 2008

EN MILLIERS DE DOLLARS	P ET PME-QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	145 674 \$	27 325 \$	44 301 \$	1 437 \$	(20 180)\$	198 557 \$
Autres revenus	55 710	7 403	5 398	14 691	24 816	108 018
Revenu total	201 384	34 728	49 699	16 128	4 636	306 575
Provision pour pertes sur prêts	16 383	2 494	623	–	–	19 500
Frais autres que d'intérêt	161 573	11 064	20 995	14 940	10 832	219 404
Bénéfices (perte) avant impôts sur les bénéfices	23 428	21 170	28 081	1 188	(6 196)	67 671
Impôts sur les bénéfices (récupération) ²	5 784	7 007	9 472	339	808	23 410
Bénéfice net	17 644 \$	14 163 \$	18 609 \$	849 \$	(7 004)\$	44 261 \$
Actif moyen ¹	9 850 937 \$	2 102 509 \$	3 742 640 \$	1 427 512 \$	651 623 \$	17 775 221 \$

12. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS TERMINÉE LE
30 AVRIL 2007

EN MILLIERS DE DOLLARS	P ET PME-QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	138 003 \$	22 786 \$	39 307 \$	669 \$	(10 062)\$	190 703 \$
Autres revenus ³	53 378	9 064	5 792	22 926	5 399	96 559
Revenu total	191 381	31 850	45 099	23 595	(4 663)	287 262
Provision pour pertes sur prêts	15 338	2 609	2 053	–	–	20 000
Frais autres que d'intérêt	154 129	11 586	21 177	15 595	10 793	213 280
Bénéfices (perte) avant impôts sur les bénéfices	21 914	17 655	21 869	8 000	(15 456)	53 982
Impôts sur les bénéfices (récupération)	5 133	5 912	7 393	1 720	(7 385)	12 773
Bénéfice net	16 781 \$	11 743 \$	14 476 \$	6 280 \$	(8 071)\$	41 209 \$

Actif moyen¹ 9 139 314 \$ 1 780 236 \$ 2 883 688 \$ 1 569 703 \$ 1 297 953 \$ 16 670 894 \$

P et PME-Québec – Le secteur Particuliers et PME-Québec couvre toute la gamme de produits d'épargne, d'investissement et de financement et les produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de vente, dans tout le Canada. Ce secteur englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance crédit et les services de fiducie. De plus, il offre tous les services financiers commerciaux aux petites et moyennes entreprises du Québec.

IC – Le secteur Immobilier et commercial offre le financement immobilier à travers le Canada, les services de financement commerciaux en Ontario et les opérations liées aux comptes majeurs à travers le Canada.

B2B – Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada. Ce secteur comprend également les activités liées aux dépôts par l'entremise de courtiers.

VMBL – Le secteur VMBL comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

Autres – La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.

1 Les éléments d'actif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

2 La charge d'impôt du secteur Autres inclut un ajustement de 5,6 millions \$ reflétant la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs de la Banque, liée aux nouvelles réductions de taux d'impôt fédéral.

3 Les autres revenus du secteur VMBL incluent un gain de 4,4 millions \$ (3,7 millions \$ net des impôts sur les bénéfices) sur la vente d'une partie de la position de la Banque dans des actions de la Bourse de Montréal. Les autres revenus du secteur Autres incluent également une perte sur cession de valeurs mobilières de 4,3 millions \$ (3,0 millions \$ net des impôts sur les bénéfices).

13. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Gain réalisé à la suite du regroupement de la Bourse de Montréal et du Groupe TSX

Le 1^{er} mai 2008, la Banque a réalisé un gain de 12 906 000 \$ (11 066 000 \$, net des impôts sur les bénéfices) en cédant le solde des actions de la Bourse de Montréal qu'elle détenait, à la suite du regroupement de la Bourse de Montréal et du Groupe TSX, effectif le 1^{er} mai 2008. Cette plus-value latente était présentée au cumul des autres éléments du résultat étendu au 30 avril 2008.

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Siège social

Tour Banque Laurentienne
1981, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3A 3K3
Téléphone : (514) 284-4500,
poste 5996
Télécopieur : (514) 284-3396

Centre télébancaire, Services
bancaires automatisés
et service à la clientèle :
Région de Montréal :
(514) 252-1846
Sans frais : 1 800 252-1846
Site Internet :
www.banquelaurentienne.ca
Télex : 145069

Agent des transferts et registraire

Services aux investisseurs
Computershare
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Téléphone : 1 800 564-6253
(sans frais au Canada et aux
États-Unis) ou (514) 982-7555
(accès direct international).

Investisseurs et analystes

Les investisseurs et analystes
peuvent communiquer avec
le secteur des Relations avec
les investisseurs situé au
siège social en téléphonant au
(514) 284-4500, poste 7511.

Médias

Les journalistes peuvent
communiquer avec le secteur
des Affaires publiques et
communications situé au
siège social en téléphonant au
(514) 284-4500, poste 7511.

Bureau de l'ombudsman

Banque Laurentienne
1981, avenue McGill College
14^e étage
Montréal (Québec) H3A 3K3
(514) 284-7192
1 800 473-4782

Changement d'adresse et autres renseignements

Les actionnaires sont priés de
communiquer tout changement
d'adresse à l'agent des
transferts de la Banque. Pour
toute autre demande ou
question, veuillez communiquer
avec le Secrétariat situé au
siège social ou téléphoner
au (514) 284-4500,
poste 7545.

INSCRIPTION BOURSIÈRE ET DATES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

LES ACTIONS ORDINAIRES ET LES ACTIONS PRIVILÉGIÉES DÉCRITES CI-DESSOUS SONT INSCRITES À LA BOURSE DE TORONTO	SYMBOLE BOURSIER CODE CUSIP	DATES DE CLÔTURE DES RÉGISTRES*	DATES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES*
Actions ordinaires	51925D 10 6 LB	Premiers jours ouvrables de :	
		janvier	1 ^{er} février
		avril	1 ^{er} mai
		juillet	1 ^{er} août
		octobre	1 ^{er} novembre
Actions privilégiées			
Série 9	51925D 87 4 LB.PR.D	**	15 mars
Série 10	51925D 86 6 LB.PR.E	**	15 juin
			15 septembre
			15 décembre

* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration

** À une date (qui ne doit pas devancer de plus de 30 jours la date fixée pour le paiement des dividendes)
pouvant être déterminée de temps à autre par le conseil d'administration de la Banque

